

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/VAL/W/62/Add.2

10 mai 2000

(00-1909)

Comité de l'évaluation en douane

Original: anglais/
français

RÉSERVE DE LA TUNISIE AU TITRE DU PARAGRAPHE 1 DE L'ANNEXE III DE L'ACCORD SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE VII DE L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994

Projet de décision

Addendum

PRENANT NOTE de la demande présentée par le gouvernement tunisien au titre du paragraphe 1 de l'Annexe III de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane"), fait à Marrakech le 15 avril 1994, en vue d'obtenir une prorogation du délai pour l'application des dispositions de cet accord,

RECONNAISSANT que, le 29 mars 1995, la Tunisie est devenue partie contractante à l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane et s'est prévalu du paragraphe 1 de l'article 20 de cet accord pour différer l'application de ses dispositions pour une période de cinq ans à compter du 29 mars 1995, date d'entrée en vigueur de l'Accord, et qu'il était donc prévu qu'elle applique les dispositions de cet accord d'ici au 29 mars 2000,

CONSIDÉRANT que la Tunisie a accompli des efforts importants pour mettre en œuvre les dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane,

CONSIDÉRANT aussi que la Tunisie a reçu une assistance technique pour la mise en œuvre et l'application de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane et continue d'exprimer son intérêt pour une telle assistance technique,

NOTANT la détermination dont la Tunisie fait preuve de longue date et les efforts considérables qu'elle accomplit pour réformer et moderniser son administration douanière,

NOTANT aussi l'objectif de la Tunisie consistant à assurer la mise en œuvre et l'administration effectives de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane,

NOTANT que les autorités de la Tunisie ont établi un programme de travail détaillé¹, auquel participent les ministères et organismes compétents, pour permettre d'élaborer et d'adopter une législation et de mener à bien les procédures administratives et juridiques internes, y compris en ce qui concerne la formation, la diffusion de renseignements et d'autres mesures, afin de mettre en œuvre et d'appliquer l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane,

¹ Annexe I – Programme de travail.

NOTANT que la Tunisie, en vertu du paragraphe 2 de l'Annexe III de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, n'applique pas à l'heure actuelle de valeurs minimales et n'a pas l'intention de le faire à l'avenir,

NOTANT que le gouvernement tunisien mettra en œuvre d'ici au 28 septembre 2001 le paragraphe 2 de la Décision sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données²,

NOTANT que le gouvernement tunisien n'utilise pas et n'a pas l'intention d'utiliser les services d'inspection avant expédition aux fins de l'évaluation en douane,

NOTANT que la Tunisie a indiqué que, à ce stade, elle n'a pas l'intention de demander de nouveau délai pour la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane,

Les Membres, agissant conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'Annexe III de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane,

DÉCIDENT, au vu des circonstances exceptionnelles énoncées ci-dessus, ce qui suit:

1. Sous réserve des conditions et modalités énoncées ci-après, la Tunisie pourra différer encore l'application des dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, sans dépasser la date du 28 septembre 2001.
2. Le gouvernement tunisien rendra compte au Comité de l'évaluation en douane d'ici au 1^{er} octobre 2000 et au 1^{er} avril 2001, des progrès accomplis dans l'exécution du programme de travail repris à l'annexe I et de la situation concernant la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane conformément aux conditions et modalités énoncées dans la présente décision.
3. La présente décision est sans préjudice des droits et obligations de la Tunisie au titre des Accords de l'OMC, notamment de ceux qui découlent de l'Accord sur l'évaluation en douane.

² G/VAL/5.

ANNEXE I

Programme de travail pour la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane (Période: 29 mars 2000–28 septembre 2001)

L'objectif de ce programme est de permettre l'achèvement du processus de mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane.

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | DÉLAIS | BESOINS | OBSERVATIONS / INDICATIONS |
|---|---|---------|---|----------------------------|
| I. Stratégie globale pour la mise en œuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane | | 18 mois | | |
| 1. Affectation des ressources: | a) Affectation, élargissement des domaines de compétence et d'intéressement et spécialisation des cadres administratifs et agents de la douane ayant en charge le contrôle et la vérification de la valeur en douane d'après les domaines prévus par l'Accord (les services et la protection de la propriété intellectuelle en ce qui concerne l'évaluation des supports informatiques de logiciels, les finances pour l'aspect relatif à la conversion des monnaies etc.). Un calendrier pour la formation sera établi à cette fin selon un échéancier espacé et étalé dans le temps afin d'éviter leur mobilisation totale et pour ne pas compromettre le fonctionnement normal des services de la douane. | | <ul style="list-style-type: none"> - Intensification des travaux visant à mettre à niveau tout le personnel concerné directement chargé et impliqué dans la mise en oeuvre de l'ensemble du processus de réforme interne. - Recours à l'assistance technique. | |
| | b) Création d'un noyau d'experts et de spécialistes-techniciens en matière d'évaluation en douane | | Recours à l'assistance technique | |
| | c) Élaboration et mise à la disposition de l'agent douanier de documents, manuels et supports physiques, informatiques et audiovisuels en arabe et dans une autre langue pour assurer l'application des différentes méthodes d'évaluation en douane dans leur ordre de priorité d'application, tout en tenant compte des spécificités techniques inhérentes à chacune de ces méthodes (aspects comptables, financiers, juridiques, recherche documentaire etc.) | | Recours à l'assistance technique | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | DÉLAIS | BESOINS | OBSERVATIONS / INDICATIONS |
|---|---|---------|--|--|
| 2. Implications structurelles | a) Poursuite de la restructuration et renforcement, au niveau central, régional et local (bureau des douanes), des structures et services chargés de la détermination de la valeur en douane de manière à répondre aux différents aspects régissant la valeur (organes de vérification, de collecte des données, d'appel, etc.) et instaurer les mécanismes de gestion conformément à l'Accord. Mise en place des structures de recours conformément à l'Accord. | 18 mois | Poursuite de la restructuration organisationnelle selon un plan de chargement en vue de rehausser la capacité d'intervention des services de la douane | Dans 18 mois, réaffectation et redéploiement du personnel des services de la douane |
| | b) Définition d'un plan de carrière en établissant des critères de recrutement, de sélection et de promotion du personnel chargé du contrôle de la valeur en douane. | | | |
| | c) Assurer un meilleur encadrement du personnel responsable de la vérification <i>a posteriori</i> de la valeur en douane compatible avec les exigences du commerce moderne. | | | |
| | d) Intégration des fonctions de vérification dans les services techniques, et renforcement de la spécialisation dans les services et organes chargés de la détermination de la valeur en douane. | | | |
| | e) Affecter et charger des cadres spécialisés en matière de valeur pour assurer le suivi de la mise en œuvre du nouveau système et procéder à des évaluations périodiques permettant d'apporter les améliorations nécessaires à la bonne application de ce système. | | | |
| 3. Gestion informatisée des opérations de détermination de la valeur en douane et de vérification | a) Arabisation du système d'information douanier par la rénovation du système SINDA dans le cadre d'un schéma directeur informatique | 18 mois | Formation de techniciens et d'ingénieurs-informaticiens | Au bout de 18 mois, les services de la douane seront dotés d'une infrastructure moderne permettant de dématérialiser la déclaration en douane. |
| | b) Développement de programmes bilingues pour le traitement informatisé des régimes douaniers d'importation | | | Au bout de 18 mois, les services de la douane seront dotés d'une infrastructure moderne permettant de dématérialiser la déclaration en douane. |
| | c) Élaboration de manuels contenant les schémas opérationnels du réseau informatique | | | |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | DÉLAIS | BESOINS | OBSERVATIONS / INDICATIONS |
|---|--|---------|---|--|
| | d) Extension du réseau à toutes les directions régionales et à tous les bureaux des douanes sur tout le territoire national | | | |
| | e) Mise en exploitation du matériel informatique, et adoption de la langue arabe dans le système d'exploitation | | | |
| | f) Établissement de programmes d'évaluation des risques pour mieux cibler la vérification des marchandises par l'élaboration de textes juridiques, l'installation de nouveaux équipements de laboratoire, l'établissement de procédures adéquates, la mise en place d'une banque de données etc. | | Recours à l'assistance technique | |
| 4. Outils adaptés | Création d'un fichier valeur informatisé (logiciel didactique). Ce fichier, qui sera accessible à toutes les directions régionales et à tous les bureaux des douanes à travers le réseau informatique, fournira en temps réel et à toutes les structures centrales, régionales et locales de la douane dans le cadre d'un programme d'aide à la visite, les informations nécessaires (base de données) sur les prix et cours internationaux des divers produits et services afférents aux transactions commerciales internationales. | 18 mois | <ul style="list-style-type: none"> - Formation de techniciens et ingénieurs-informaticiens. - Un travail de terrain est requis sur tout le territoire national. | Dans dix mois, création d'un outil didactique Durant les huit mois qui restent, généralisation de l'accès à cet outil |
| II. Mise en œuvre des activités spécifiques | | | | |
| 1. Mise en conformité de la législation nationale | | 18 mois | | |
| | 1) Réforme et refonte du Code des douanes et insertion des dispositions de l'Accord sur l'évaluation en douane dans la législation douanière (projet de loi portant refonte du code des douanes). Un processus d'adaptation de la législation nationale s'étale sur les phases suivantes: <ul style="list-style-type: none"> - établissement d'un projet de loi en langue française reprenant les dispositions de l'Accord sur l'évaluation en douane; - traduction à la langue arabe, langue officielle de promulgation des lois en Tunisie; | 10 mois | Association des différentes parties concernées. | 2 mois: Finalisation du projet de loi portant refonte du Code des douanes 2 mois: Examen par les différentes parties concernées 2 mois: Établissement du projet de loi dans sa dernière version, y compris les travaux de traduction 2 mois: Transmission et examen par les organes consultatif, constitutionnel et législatif. |

| OBJECTIFS | ACTIVITÉS | DÉLAIS | BESOINS | OBSERVATIONS / INDICATIONS |
|--|--|---------|--|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> - examen du projet de loi par les différentes parties concernées, y compris par les organes consultatif, constitutionnel et législatif; - adoption du projet de loi et publication au Journal officiel | | | 2 mois: Adoption et publication au journal Officiel |
| | 2) Élaboration, adoption et publication de textes réglementaires d'application de la loi. | 4 mois | | |
| | 3) Élaboration de manuels de procédures à usage interne pour l'administration, et à usage externe pour tous les opérateurs économiques. | 4 mois | Assistance technique afin de mettre en place des procédures et documents administratifs annotés et illustrés d'exemples voire d'exercices pratiques destinés à l'administration et aux différents opérateurs et intervenants économiques. | |
| 2. Formation: | Formation du personnel administratif concerné, dont: <ul style="list-style-type: none"> - agents de la douane; - personnels des différents départements ministériels concernés ayant la charge de superviser et de suivre la mise en œuvre de l'Accord sur la valeur en douane; Formation des opérateurs de commerce extérieur et utilisateurs, dont notamment les importateurs et agents de transit Formation d'un noyau d'experts spécialisés indépendants de l'administration Formation de formateurs en matière d'évaluation en douane | 18 mois | <ul style="list-style-type: none"> - Organisation d'une formation spécialisée pour des fonctionnaires dans des pays ayant une expérience suffisante en matière d'application du nouveau système d'évaluation. - Une assistance technique est sollicitée sur la base des besoins spécifiques formulés dans ce domaine (G/VAL/W/62/Add.1). | |
| 3. Information et sensibilisation des milieux d'affaires (commerçants, industriels, hommes d'affaires, investisseurs etc.) | <ul style="list-style-type: none"> - Séminaires - Journées de sensibilisation - Diffusion des documents - Rencontres - etc. | 18 mois | Fourniture, traduction et mise à la disposition de tous les opérateurs économiques de la documentation nécessaire (texte de loi et de décrets, manuels de procédure, prospectus, dépliants etc.). Cette documentation, qui prend pour cible entre autres les investisseurs tant tunisiens qu'étrangers, doit être rédigée en plusieurs langues des pays émetteurs d'investissements en Tunisie. | Ces activités couvriront tout le territoire national, et concerneront les différents pôles économiques régionaux du pays. |